

Le Logos

Le journal des étudiants
en philosophie de l'Université
du Québec à Trois-Rivières

Mai 2012

**Édition Spéciale; Grève
étudiante**

Dépôt légal

- Bibliothèque et Archives Canada
- Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISSN 1914-7031

Le changement de mentalité

La mentalité concernant la manière de penser les études supérieures change peu à peu au Québec. Plusieurs croient maintenant que l'étudiant doit considérer ses études comme un investissement à long terme au lieu de voir cela comme une opportunité de vivre une expérience enrichissante intellectuellement. Le gouvernement actuel veut mettre de l'avant l'idée selon laquelle l'éducation est un investissement qui rapportera plus tard, et que la population ne devrait pas payer pour ces programmes, puisque c'est à l'étudiant d'investir pour son propre avenir. Dans cette optique, qu'arrivera-t-il aux programmes universitaires, tels que la philosophie et les arts visuels, qui ne donnent pas une garantie d'emploi? Certains diront aux futurs philosophes et artistes qu'ils devraient s'inscrire dans un autre programme, qui les mènera à un emploi stable et bien rémunéré. Selon ces gens, les étudiants devraient cesser de se plaindre en ce qui a trait aux coûts des études : « une petite dette pour un diplôme, ce n'est pas la fin du monde ». Il est vrai qu'avoir un emploi dans notre domaine d'étude est l'aboutissement de notre carrière universitaire. J'imagine aisément le sentiment d'accomplissement qui emplit notre être lorsqu'on se rend compte que tous ces efforts à étudier ont finalement porté fruit et que maintenant le travail est plaisant puisque l'on fait ce que l'on aime. Malheureusement, cette mentalité d'éducation comme étant un investissement va éteindre la possibilité pour plusieurs d'étudier un sujet qui les passionne. Dans une société qui pense l'éducation comme

une consommation qui rapporte, l'étudiant visera un programme avec le plus haut taux de placement et non celui qui l'intéresse. Le fait de prioriser le placement sur le plaisir à étudier engendrera la fermeture de beaucoup de départements. Dans un monde où l'on met de l'avant la productivité, les programmes tels que la philosophie n'auront plus lieu d'être puisqu'ils sont nuisibles à l'idée de productivité. Ces libres penseurs qui remettent tout en question ne feront que ralentir la formation à la chaîne d'étudiants plus diplômés qu'éduqués. Par le choix de la hausse, on veut une société qui recherche le profit rapide et qui met de côté le plaisir de s'éduquer. Par le choix de la hausse, on tue la passion. Ainsi, avec ce changement de mentalité qui se forme actuellement au Québec, les gens qui prioriseront la passion avant le profit seront de plus en plus rares puisqu'il n'y a aucune marge d'erreur quand nos études sont aussi coûteuses. S'éduquer dans un établissement du savoir deviendra un luxe, ce qui creusera le fossé entre les riches et les moins nantis. Par cette lettre, j'aimerais demander à la population de réfléchir sur les effets parfois oubliés d'une hausse des frais de scolarité. Pour ma part, j'imagine avec beaucoup de bonheur une nation qui exprime que la connaissance n'est pas une question d'argent, mais plutôt un droit. Une nation peut être fière d'elle-même quand elle permet aux gens d'apprendre sans muselière monétaire. Je veux avoir une dette envers les citoyens du Québec et non envers une banque.

Marc-Antoine Morin

Étudiant au baccalauréat en philosophie

Citoyens

Un chroniqueur à recensement déclaré : «Le gouvernement recule quand l'opinion publique se tourne contre lui». Vraisemblablement, ce propos ne s'applique pas à tous les cas. Toutefois, mobiliser l'opinion publique devrait être le principe régulateur des actions revendicatrices étudiantes. À bien y penser, ce n'est pas le gouvernement mais bien les citoyens qu'il nous faut convaincre. Par quel moyens? En les sensibilisant à notre cause. Pour ma part elle se résume ainsi :

Premièrement notre lutte est altruiste. Pour la plupart d'entre nous, nous serons sur le marché du travail bien avant que les frais de scolarité soient doublés. Nous revendiquons le gel de la hausse afin d'assurer que l'opportunité que nous avons d'étudier soit disponible pour les générations suivantes, pour des gens qui n'ont pas encore vue le jour.

Deuxièmement, notre lutte est pacifique. Nous refusons de prendre la société en otage pour arriver à nos fins. Si d'autres l'ont fait avant nous, nous savons que cela ne s'est jamais produit sans dommage collatéraux. Notre génération porte un flambeau qui brûle d'un feu différent. Nous sommes en train de créer un précédent pour les générations futures. Les luttes pour la justice sociale ne cesseront de se multiplier, et nous offrons aux activistes du futur un modèle qui est à la mesure de notre idéologie altruiste.

Troisièmement, c'est un devoir de lutter pour conserver ce que les générations antérieures ont acquis à notre place. La société québécoise est non seulement celle du passé et du présent, mais aussi celle du futur. En tant que citoyen responsable, nous avons le devoir de faire tout ce

qui est dans la mesure du possible pour assurer la pérennité des droits acquis pendant la révolution tranquille.

Quatrièmement, nous sommes à un tournant de l'histoire. La mobilisation étudiante québécoise n'est pas un incident isolé. Le Printemps Érable est seulement une parmi les multiples manifestations d'un mouvement mondiale. Nous sommes solidaire avec cette jeunesse qui, sur les quatre continents savent qu'il faut lutter pour même le plus infime de nos droits. Comme eux, nous condamnons la mauvaise gestion gouvernemental, la marchandisation du savoir, les abus du pouvoir et avant tout la corruption.

Enfin, cette mobilisation mondiale de la jeunesse serait impossible sans les moyens technologiques employés à cette fin. Les lieux publics sont à présent virtuels et l'information se propage à une vitesse inimaginable, sans parler du pouvoir de mobilisation que procure les réseaux sociaux. Grâce à nous, les générations vigoureuses de demain seront en mesure de façonner leurs revendications et leur mécontentement d'après un modèle de mobilisation sans précédent, par le biais de cette nouvelle technologie.

Étudiants, agissons donc d'une façon exemplaire. Rassurons la population que les moyens de pressions qu'on emploie sont pacifiques. Ne cessons pas de leur rappeler que notre cause est de nature altruiste et internationale. Car c'est la population générale et non le gouvernement qui faut convaincre. Pliera-t-il si l'opinion publique se tourne contre lui? J'ose espérer.

Marc Laroche

Étudiant au baccalauréat en philosophie

Le courage de ses opinions

Le 14 mars dernier, les étudiants de l'UQTR votaient par une très forte majorité une journée de grève unique. Cette forte majorité témoigne d'un refus catégorique adressé au gouvernement Charest concernant la hausse des frais de scolarité. Plus tard, les mêmes étudiants votaient par une très faible majorité, la première grève générale illimitée de l'histoire de l'AGEUQTR.

Comment peut-on expliquer que les mêmes étudiants puissent s'opposer si fortement à une hausse des frais de scolarité tout en étant beaucoup moins favorables à une grève générale illimitée ? Outre la crainte d'une annulation de la session, une part importante de cette incongruité peut certainement être expliquée par une attitude défaitiste. Plusieurs personnes, j'en suis convaincu, ont voté contre la grève uniquement parce qu'elles jugeaient que le gouvernement ne reculerait pas.

Quoique je croie avec assurance que le gouvernement reviendra sur sa position, une question demeure : pourquoi défendre une idée ou une cause que l'on juge vouée à l'échec ? Sans le défaitisme dont semblent être atteints plusieurs étudiants de l'UQTR et d'ailleurs, il y a fort à parier que la grève aurait été adoptée par une forte majorité, et peut-être même reconduite.

À mon humble avis, défendre ses opinions et croyances malgré tous les écueils auxquels elles peuvent être confrontées est la plus sage des attitudes. Pour ceux d'entre vous qui n'en seraient pas aussi convaincus que moi, je ne soulèverai qu'un seul des nombreux arguments en faveur d'une telle attitude. Abandonner ses croyances par peur de la défaite, outre qu'il s'agit d'un manque flagrant de respect envers soi-même, revient à laisser gagner ses adversaires sans même avoir montré le moindre signe de résistance. Adopter ce genre d'attitude pessimiste revient à reconnaître, d'une certaine façon, que nos opinions ne méritent pas d'être défendues, qu'elles ne méritent même pas d'être débattues sur la place publique. J'aimerais terminer avec une citation tirée de *De la liberté* (p.111) de John Stuart Mill qui, j'espère, vous fera réfléchir : « il est impossible d'être un grand penseur sans reconnaître que son premier devoir est de suivre son intelligence, quelle que soit la conclusion à laquelle elle peut mener ».

MILL, John Stuart, *De la liberté*, France, Gallimard, 1990, 242 p.

Alexandre Rouette

Étudiant à la maîtrise en philosophie

Les deux mains sur le volant

Jean Charest, Raymond Bachand et Line Beauchamp ont été élus. Pas par les dieux. Pas par les financiers de leur parti. Mais par le peuple. Or, ce gouvernement semble agir comme si, une fois élu, le peuple qui l'a mis au pouvoir devait servilement accepter toutes ses politiques. Comme si la recherche de terrains d'entente et le dialogue n'étaient pas indispensables à l'exercice du pouvoir par un gouvernement élu. Comme si la démocratie devenait le pouvoir absolu du gouvernement dès que celui-ci a les deux mains sur le volant.

Le mépris avec lequel Jean Charest et Line Beauchamp traitent actuellement les étudiants n'est pas une première. Rappelez-vous. Comment ce gouvernement a-t-il réagit aux protestations des défenseurs du Mont Orford? Et aux demandes d'une commission d'enquête sur la construction et le financement occulte des partis politiques? Et maintenant aux dizaines de milliers d'étudiants qui s'opposent à la hausse des droits de scolarité universitaires? À chaque fois, devant le mécontentement d'une partie du peuple, ce gouvernement refuse le dialogue. Plutôt que de discuter, il s'entête, s'entête et s'entête... jusqu'à ce que la situation soit ingérable, jusqu'à ce que l'opposition soit trop grande. Alors, il cède. Et il revient sur sa décision.

Les associations étudiantes en grève se frappent au même mur. Or, cette fois, en plus d'être confrontées à un gouvernement têtu qui refuse le dialogue, elles ont affaire à un Jean Charest et une Line Beauchamp qui feignent de s'ouvrir à la discussion en détournant le débat sur d'autres sujets que la hausse des droits de scolarité.

Il y a pire. Malgré le fait que les associations étudiantes aient démocratiquement obtenu leurs mandats de grève en assemblées générales, Charest et Beauchamp incitent les étudiants en grève et leurs enseignants à retourner en classe. Ils comptent sur les tribunaux et sur l'appui des administrations des cégeps et universités pour les y forcer. Ce gouvernement ne semble aucunement dérangé par le climat déplorable, ni même par les confrontations sur les campus qu'entraîne son mépris de la démocratie étudiante.

Peut-être les directions des cégeps et universités acceptent-elles servilement de contribuer à envenimer la situation dans leurs propres institutions. Mais pas les enseignants. Plus d'un millier d'entre eux ont signé une pétition pour exiger la démission de Line Beauchamp. Parce que, plutôt que d'instaurer un dialogue avec les étudiants, la ministre de l'éducation demande aux enseignants de s'opposer à la démocratie étudiante. De plus, ils trouvent irresponsable qu'on les encourage ou les force à retourner enseigner dans un climat qu'ils jugent non propice à l'enseignement et possiblement dangereux. Un gouvernement qui se veut démocratique n'a-t-il pas le devoir de modérer les conflits en favorisant le dialogue?

L'usage du pouvoir pendant neuf ans a rendu ce gouvernement cynique, têtu, intolérant à la dissidence et fermé au dialogue. Que les étudiants en grève parviennent ou non à bloquer la hausse, ils auront fait leur « juste part » pour aviver la flamme d'une démocratie que tente d'éteindre le gouvernement Charest.

Nicolas Geoffroy

Étudiant en philosophie à l'UQTR

10 raisons d'appuyer la grève générale illimitée contre la hausse des frais de scolarité

Le 14 mars dernier, à 48 voix de majorité, l'AGE UQTR est entrée en grève générale illimitée pendant une semaine pour la première fois de son histoire, depuis sa fondation en 1975. À tous ceux qui ont voté contre, se sont abstenus, qui étaient absents ou croient que le débat ne les concerne pas ; cette chronique vous est dédiée.

1- La hausse des frais de scolarité diminue l'accessibilité. Déjà en octobre 2007, une étude du gouvernement du Québec affirmait qu'entre 6000 et 13 000 étudiants seraient exclus des bancs d'école suite au dégel des frais de scolarité par le gouvernement libéral d'ici 2012. C'est évident, ceux qui vont souffrir de cette hausse sont surtout les pauvres. Rappelons que 40% de la population québécoise ne paie toujours pas d'impôt... D'ailleurs, on le constate déjà dans le reste du Canada comme dans l'ensemble des pays de l'OCDE, désormais « les diplômés proviennent en majorité des milieux aisés »(1).

2- La hausse va augmenter les heures de travail salarié de l'étudiant. En effet, les étudiants ne vivent pas au crochet de la société, 60% des étudiants n'ont pas accès aux prêts et bourses, et les trois quarts ne seraient pas admissibles aux bourses en raison du revenu familial de leurs parents, jugé trop élevé. En conséquence, ils doivent travailler dur pour vivre, en moyenne de 20 à 25 heures par semaine. Au final, moins d'heures à consacrer pour leurs études, sans compter la fatigue et le stress accumulés par un emploi.

3- La hausse va augmenter dramatiquement l'endettement étudiant. Désirer rejoindre la moyenne canadienne (environ 5000\$) va à l'encontre des droits universels à l'éducation en nuisant non seulement à l'accessibilité des études postsecondaires, mais également en ayant le pouvoir de détruire une vie en endettant les étudiants. Déjà que 25% des étudiants au Québec paient leur épicerie avec une carte de crédit selon Radio-Canada, il est aberrant de constater que le quart des personnes qui utilisent les banques alimentaires sont des étudiants recevant des prêts et bourses, un chiffre à la hausse. En effet, même si la Ministre de l'éducation affirme que nos étudiants sont bien traités au Québec, l'organisme Moisson Montréal proclame que le taux de fréquentations dans les banques alimentaires a triplé depuis un an pour

les étudiants!

4- La hausse est énorme et démesurée. En fait, c'est la plus importante dans l'histoire du Ministère de l'éducation, créé en 1964. En cinq ans, les frais auront augmenté de 75%, à raison de 325 \$ par année. En 2015, les étudiants paieront en moyenne près de 4500\$ pour une année d'étude universitaire de 30 crédits. Considérant que le système de prêts et bourses est déjà déficient à de nombreux égards, Jean Charest et son parti libéral nous met « carrément dans le rouge » et est en train d'endetter au moins une génération complète (en moyenne 15 000\$ pour un baccalauréat).

De plus, il ne faut pas oublier que ce sont les caisses et les banques qui vont profiter des intérêts sur les prêts étudiants, payés par le gouvernement à hauteur de 80 millions par année. En réalité, le gouvernement devrait lui-même prêter cet argent aux étudiants au lieu de creuser sa dette envers les institutions financières.

5- Ce n'est pas aux étudiants de payer. Même si « en sept ans le budget du ministère de l'Éducation a augmenté de 32 pour cent », le gouvernement lui-même démontre dans son plus récent budget qu'il manque 620 millions par année dans le réseau universitaire – le seul niveau d'enseignement qui fait face à une compétition mondiale – et 300 millions dans le réseau collégial. Lucien Bouchard déclarait au printemps 2010 que pour contrer « *le sous-financement des universités, c'est aux étudiants de renflouer les coffres* ». Mais nos étudiants sont déjà surendettés et stressés par leur travail!

6- La hausse ne suffit pas, il faut carrément investir. Il faut prendre les moyens et avoir le courage d'éduquer tout un peuple. Plus on est scolarisé, mieux on est rémunéré. Une étude du ministère calcule que l'individu qui a un baccalauréat, au cours de sa vie, va verser à l'État 600 000 \$ de plus que celui qui a arrêté ses études après son secondaire. Ainsi, avoir plus de diplômés, c'est davantage de revenus pour l'État, mais ce sont aussi des citoyens mieux éduqués, plus autonomes, en meilleure santé, plus libre, davantage heureux, plus aptes à se prendre en main et à avoir de bonnes habitudes de vie.

7- La négligence du gouvernement est évidente. Selon l'ISQ, le réseau universitaire anglophone recevait, déjà en 1998, 23,6 % du financement public du gouvernement du Québec, ce qui était 2,7 fois supérieur au poids démographique de la population anglophone. De plus, cela fera 50 ans en 2014 qu'a été publié le rapport Parent (1964) – qui indiquait qu'à long terme, la gratuité scolaire à l'université était un objectif souhaitable (tome III, recommandation no 115)! – et qu'il n'y a pas eu d'états généraux sur l'éducation au Québec, une demande réitérée récemment par l'AGE UQTR. C'est aberrant et dangereux pour l'avenir de notre prospérité culturelle, intellectuelle, identitaire et socio-économique. L'éducation n'est pas un luxe ni une dépense futile, mais un investissement pour l'avenir. C'est un droit universel, non un privilège.

Certains pays l'ont d'ailleurs compris. Selon les dernières données de l'OCDE(2), la part du financement des universités provenant de l'État est beaucoup plus faible aux États-Unis (31,6%), au Royaume-Uni (35,8%), en Australie (44,3%) et au Canada (56,6%), qu'en France (84,5%), en Allemagne (84,7%), en Belgique (90,3%) et dans les pays scandinaves que sont la Suède (89,3%), la Finlande (95,7%), le Danemark (96,5%) et la Norvège (97,0%), où gratuité scolaire rime avec l'élimination du décrochage scolaire.

8- Les richesses et les ressources financières existent. Le coût des travaux que nous faisons faire est de 30 à 40% plus cher qu'ailleurs au Canada et même en Amérique du Nord. « *Entre 2002 et 2008, 14 compagnies minières n'ont pas versé un seul sou de redevances à Québec, malgré une production d'une valeur totale de 4,2 milliards \$. Quant aux autres, elles n'ont versé au total que 259 millions \$ de droits miniers, durant la même période, au lieu des 2 milliards \$ dus. Ces compagnies n'auront donc versé à Québec que 1,5 pour cent de leurs profits, plutôt que 12 pour cent, comme l'exige la loi, a calculé le vérificateur général.* »(3) Puis, le gouvernement a non seulement perdu 5 milliards \$ en redevances de l'industrie gazière selon le plus récent rapport du BAPE, mais il veut gaspiller près de 3 milliards dans l'industrie nucléaire alors que cela va à l'encontre de l'intérêt et de la volonté des Québécois. Bref, l'argent ne manque pas, mais il faut maintenant des coupables.

9- L'heure est à l'investissement, il est urgent

d'agir. Les statistiques parlent d'elles-mêmes : le niveau de scolarité du Québec demeure en dessous de la moyenne canadienne selon Lysiane Gagnon(4) et les universités canadiennes profitent de 500 millions de plus que les universités québécoises. Pendant ce temps, les priorités ne manquent pas : à peine 20% des jeunes fréquentent la maternelle 4 ans, le taux de décrochage scolaire atteint 50% des garçons dans les écoles montréalaises, seulement 70% des jeunes de moins de 20 ans obtiennent un diplôme, une pénurie de prof est à l'horizon, alouette!

Université de Copenhague, 52e meilleure université du monde, frais de scolarité: 0\$.
Université de Montréal, 137e meilleure université du monde, frais de scolarité: 1 083,90\$

McGill de Montréal, 10^e au monde, frais de scolarité : 2300\$

University of Syracuse, ne fait pas le top 500, frais de scolarité: 36 000-38 000\$.

CONCLUSION : La qualité d'une institution n'a pas de rapport avec le montant des frais de scolarité payés par les étudiant-e-s.

10- L'éducation doit être une priorité nationale. Une demande déjà proclamée par la majorité des recteurs lors de la campagne électorale de décembre 2008. Les chiffres sont clairs : chez les personnes qui ont suivi des études postsecondaires, notamment universitaires, le niveau d'emploi est plus élevé et le revenu est nettement supérieur. Au Canada, en 2007, les diplômées et diplômés universitaires, y compris les titulaires d'un grade supérieur, touchaient un revenu 75% plus élevé que les personnes qui n'avaient qu'un diplôme d'études secondaires.

Au Québec, le salaire annuel moyen du diplômé universitaire en 2008 a été de 52 700 \$; le salaire du titulaire d'un diplôme d'études secondaires (DES), de 38 900 \$. L'avantage du diplômé universitaire est donc de 40 %. Sans compter qu'il recourt deux fois moins souvent au chômage. Aussi, le diplômé universitaire obtient un taux de rendement annuel de 19 % (16 % après impôt) pour l'investissement qu'il a fait dans ses études!

En résumé, avoir plus de diplômés, c'est davantage de revenus pour l'État, mais c'est aussi des citoyens mieux informés, plus autonomes, plus responsables, en meilleure santé, plus libre, davantage heureux, plus aptes à se prendre en main. C'est pourquoi il faut investir dans tout le réseau d'éducation et non construire

des routes asphaltées vers le grand nord du Québec pour que des compagnies puissent extraire du diamant et payer moins du dixième de la redevance obligatoire par la loi...

Vive le Québec libre et instruit!

Longue vie au mouvement étudiant et vive le printemps érable!

L'ARGENT NE MANQUE PAS!!! L'heure est au règlement de compte. À quand une grève générale comme en Grèce ou en Espagne ? Le 22 mars dernier, notre jeune génération a démontré sa capacité de crier haut et fort son mécontentement et son insatisfaction face à un gouvernement de moins en moins légitime, et ce de façon totalement pacifique malgré plus de 300 000 personnes présentes. Alors, on se voit prochainement dans la rue ? Ensemble, bloquons la hausse.

(1) La hausse des frais de scolarité inquiète les étudiants, article du 11 février 2010 : <http://lafrontiere.canoe.ca/webapp/sitepages/content.asp?contentid=129281&id=247>

(2) Toronto, 7 septembre 2010, CNW : <http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/September2010/07/c7372.html>

Voir également la table des matières du rapport : http://www.oecd.org/document/52/0,3343,fr_2649_39263238_45917667_1_1_1_1,00.html

(3) <http://lexcellenceauprix.org/2010/02/14/appliquer-la-loi-actuelle-sur-les-mines/>

(4) La Presse, 6 février 2010.

Jean-François Veilleux

Étudiant à la maîtrise en philosophie

Crédits

Mise en page

Bryan Faucher

Correction

Claudine Lacroix
Nicolas Goeffroy
Michaël Magny

Consultez les numéros antérieurs du Logos en ligne

www.uqtr.ca/philo > Vie étudiante > Notre journal